

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/C.3/31/7
25 octobre 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente et unième session
TROISIEME COMMISSION
Point 69 b) de l'ordre du jour

RAPPORTS DU COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

Lettre datée du 22 octobre 1976, adressée au Secrétaire général par le
représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre datée du 22 octobre 1976, qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant de l'Etat fédéré turc de Chypre.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer cette lettre en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 69 b) de l'ordre du jour, intitulé "Rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale".

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) Ilter TÜRKMEN

UN LIBRARY
NOV 1 1976
UN/SA COLLECTION

ANNEXE

Lettre datée du 22 octobre 1976 adressée au Secrétaire général par M. Nail Atalay

Comme suite à mes lettres des 19 avril et 30 avril 1976, qui ont été respectivement distribuées en tant que documents officiels du Conseil économique et social sous les cotes E/5799 et E/5815, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une note expliquant les politique et activités discriminatoires menées par l'Administration chypriote grecque à l'encontre de la communauté chypriote turque.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer cette lettre et les annexes jointes en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 69 b) de l'ordre du jour, intitulé "Rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale".

Le représentant permanent de l'Etat
fédéré turc de Chypre,

(Signé) Nail ATALAY

/...

NOTE

A la suite de l'opération turque de paix de juillet-août 1974 visant à préserver l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de Chypre et à sauver la communauté turque de l'anéantissement et de l'oppression, il a été procédé au regroupement des Chypriotes turcs et grecs dans des régions distinctes de l'île, opération qui a ouvert la voie à un règlement du problème de Chypre, fondé sur la création de deux zones au sein d'une fédération. Ce regroupement a été achevé à la suite de l'accord conclu entre les deux parties lors de la troisième série d'entretiens intercommunautaires qui se sont tenus à Vienne, accord en application duquel on a procédé à un échange volontaire de population entre les deux régions qui a permis de transférer dans le nord de l'île les Chypriotes turcs qui étaient encore dans le sud et de transférer dans le sud un certain nombre de Chypriotes grecs volontaires, résidant dans le nord.

Cet échange volontaire de population a permis à tous les Chypriotes turcs, pour la première fois depuis de nombreuses années, de vivre en paix et en sécurité dans leur propre zone et de mettre librement en valeur leur économie à l'abri de toute oppression et discrimination.

Cependant, l'Administration chypriote grecque qui, depuis 11 ans, prenait des mesures discriminatoires contre la communauté turque et usurpait tous ses droits au profit de la communauté chypriote n'a pas changé de ligne politique à l'issue de l'opération turque de paix ni après la création par les Chypriotes turcs de leur propre Etat fédéré.

On trouvera ci-après des exemples précis de la politique et des activités discriminatoires et antiturques menées par l'Administration chypriote grecque depuis 1974, dans le but d'isoler la communauté turque du reste du monde et d'appauvrir son économie de manière à apporter au problème de Chypre une solution qui tienne exclusivement compte des objectifs et des intérêts de la communauté grecque, comme l'envisageait l'Archevêque Makarios dans sa célèbre "longue lutte".

I. REPRESENTATION DE CHYPRE AUPRES DES INSTANCES INTERNATIONALES

Après l'opération turque de paix de juillet-août 1974, l'Administration chypriote grecque a lancé une campagne intensive en vue d'internationaliser le problème de Chypre de manière à amener la communauté internationale à faire pression sur la Turquie et l'Etat fédéré turc et d'imposer ainsi une solution aux Chypriotes turcs. La stratégie grecque se fondait sur le fait que depuis 1963, année où l'Administration, au mépris de la Constitution, avait écarté les Chypriotes turcs du gouvernement à tous les échelons ainsi que de la fonction publique et des services publics, elle avait pu se présenter au monde comme "le Gouvernement de Chypre". Bien qu'il soit inconstitutionnel et illégal, ce statut de "Gouvernement de Chypre" a permis aux dirigeants chypriotes grecs de porter unilatéralement la question de Chypre devant les instances internationales où la communauté turque n'avait pas la possibilité d'être représentée.

/...

Cette pratique de l'administration chypriote grecque n'est pas seulement contraire à la constitution de la République de 1960, mais également en contradiction des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à ce sujet, qui reconnaissent l'existence de deux communautés ethniques égales à Chypre et affirment que la solution du problème doit être recherchée dans le cadre de négociations menées sur un pied d'égalité entre les représentants de ces deux communautés.

En persistant à vouloir internationaliser le problème au lieu d'engager des négociations directes, l'Administration chypriote grecque a montré qu'elle n'envisage pas sérieusement de négocier un règlement avec la communauté turque et, en fait, s'oppose à de telles négociations en lançant de fausses allégations contre la Turquie et l'Etat fédéré turc de Chypre.

II. PROPAGANDE DE LA COMMUNAUTE CHYPRIOTE GRECQUE CONTRE LA COMMUNAUTE TURQUE

L'Administration chypriote grecque s'efforce de donner l'impression que le problème de Chypre a été créé par l'intervention turque de juillet 1974 alors que le monde entier sait parfaitement que ce sont les Grecs eux-mêmes qui ont monté le coup sanglant du 15 juillet 1974 en vue d'unir Chypre à la Grèce, et qu'ils sont les seuls responsables de la tragédie chypriote provoquée par 11 années de violence, d'oppression et de discrimination exercées contre la communauté chypriote turque.

La campagne de propagande menée par l'Administration chypriote grecque dans le dessein de déformer les faits et d'abuser l'opinion publique mondiale s'est exercée dans bien des domaines. On trouvera ci-après certains de ceux où elle a été particulièrement intense.

A. LA QUESTION DES PERSONNES DEPLACEES

La question des personnes déplacées n'est pas nouvelle à Chypre, contrairement aux allégations des Chypriotes grecs.

Elle a commencé à se poser en 1958, quand du fait des attaques armées de terroristes de l'EOKA, des milliers de Chypriotes turcs ont été expulsés des villages mixtes par la force.

En 1963, 103 villages turcs ont été attaqués et dévastés, ce qui a privé 25 000 Turcs d'abri en quelques semaines. Ces personnes ont dû vivre dans des tentes pendant cinq hivers consécutifs.

Les maisons, les effets personnels, les boutiques, les vergers et les fermes appartenant à 25 000 Chypriotes turcs dans 103 villages ont été pillés et détruits par leurs voisins grecs. Les pertes et les dégâts se sont élevés à des centaines de millions de livres sterling.

/...

Pendant onze ans, tous les efforts visant à réinstaller les personnes déplacées dans leurs demeures et dans leurs villages ont été mis en échec par la politique d'obstruction des Chypriotes grecs qui indiquaient nettement qu'ils ne consentaient pas à ce que les personnes déplacées retournent dans leurs villages avant un règlement final. Ils ont même empêché l'Organisation des Nations Unies de jouer un rôle plus actif dans la réinstallation des Turcs déplacés.

Ainsi, la plupart des 25 000 Turcs déplacés était encore sans foyer à la date de l'intervention du 20 juillet 1974. Une partie considérable de cette population a été déplacée trois fois au cours des deux dernières décennies.

Il est de fait que pendant les événements de juillet 1974, dont les Chypriotes grecs et leurs collaborateurs grecs portent l'entière responsabilité, des ressortissants des deux communautés ont abandonné leurs foyers et se sont réfugiés dans ce qu'ils considéraient comme des zones plus sûres. C'était le résultat naturel d'années de défiance et d'hostilité entre les deux communautés, entretenues par les politiques inhumaines et injustes de l'Administration chypriote grecque.

A la suite de la concentration des populations chypriote grecque et chypriote turque dans différentes régions de l'île, les Turcs ont fait ce que leur dictaient les circonstances; ils se sont consacrés à la tâche immense qu'est la réinstallation et le reclassement de leur population déplacée parmi laquelle se trouvaient des personnes qui avaient été réfugiées pendant douze ans. Les Grecs, par contre, n'ont pas fait preuve de la même sincérité dans leur manière d'aborder le problème. Ils ont amorcé une campagne de propagande mensongère qui se poursuit encore et ils cherchent à exploiter la question des personnes déplacées afin de s'attirer la sympathie de l'opinion publique internationale.

Dans le cadre de cette campagne de propagande, ils ont énormément exagéré le nombre de leurs personnes déplacées en l'estimant à 200 000 et ont continuellement exigé que le retour de ces personnes dans leurs foyers constitue un préalable au règlement du problème chypriote.

En ce qui concerne le nombre des Chypriotes grecs déplacés, il a été établi qu'il est bien inférieur à 200 000 personnes. La presse chypriote grecque a mentionné le chiffre de 56 300 personnes seulement le 14 octobre 1975 (voir Appendice A) et M. Criton Tornaritis, procureur général de l'administration chypriote grecque, a indiqué dans sa brochure intitulée "Aspects juridiques du problème des réfugiés à Chypre" qu'il n'est pas possible que la totalité de la population grecque du nord ait représenté plus de 129 000 personnes avant juillet 1974.

Bien qu'il soit difficile de déterminer le nombre exact de Chypriotes grecs déplacés et que les Chypriotes grecs aient été souvent illogiques à ce sujet, un recensement des villages et des maisons grecques évacués a montré qu'il est de 90 000 personnes environ.

/...

Le fait que le nombre de Chypriotes grecs déplacés a été énormément exagéré ressort aussi de ce que l'aide alimentaire étrangère accordée à la communauté chypriote grecque a donné lieu à la constitution de stocks. La presse grecque a rapporté plus d'une fois que ces aliments étaient vendus à moitié prix sur le marché (journaux grecs Mesimvrini et Mahi des 5 novembre 1974 et 13 mai 1975 respectivement).

Des estimations impartiales confirment que le nombre de Grecs déplacés est de 90 000 personnes environ, soit approximativement autant que celui de Chypriotes turcs déplacés.

Il est exact que depuis 1974 les Chypriotes turcs déplacés ont été réinstallés et reclassés dans le nord dans des maisons et des propriétés abandonnées par les Chypriotes grecs. Il est tout aussi exact qu'un nombre presque égal de Grecs ont été, de la même manière, réinstallés et reclassés dans le sud dans des maisons et des propriétés appartenant aux Turcs.

S'il y a aujourd'hui 5 à 8 000 Chypriotes grecs qui ne sont pas encore convenablement installés et reclassés, la responsabilité en incombe non aux Chypriotes turcs, mais aux dirigeants chypriotes grecs qui visent à exploiter la situation des personnes déplacées aux fins de propagande. Même la presse chypriote grecque a critiqué l'Administration grecque, parce qu'elle n'avait pas pris de mesures en vue de réinstaller les Chypriotes grecs déplacés dans des maisons appartenant aux Turcs et encore vides dans le sud. Selon la presse grecque du 11 novembre 1975, il y aurait encore 2 824 maisons habitables abandonnées par les Chypriotes turcs dans le sud, qui pourraient être utilisées à cet effet.

Mais les dirigeants chypriotes grecs préfèrent évidemment maintenir ces personnes dans des tentes, ce qui leur fournit une source inépuisable de propagande politique.

B. LA QUESTION DES PERSONNES DISPARUES

Comme la question des personnes déplacées, celle des personnes disparues, autre problème humanitaire, a été une source inépuisable, exploitée par la propagande chypriote grecque.

Le problème des disparus est commun aux deux communautés. Il a commencé à se poser en 1963, lors des attaques grecques contre la communauté turque. Entre 1963 et 1974, de nombreux Turcs ont été victimes d'enlèvements sur la voie publique, sur leur lieu de travail et même à l'hôpital général de Nicosie, contrôlé par les Grecs.

Le 11 mai 1964, 32 Chypriotes turcs ont été publiquement arrêtés en dehors de l'enceinte de Famagouste et emmenés par les prétendues forces de sécurité grecques. L'incident a été noté dans les rapports de l'Organisation des Nations Unies à maintes reprises (par exemple document S/5950, par. 143, p. 45 et 46, du 10 septembre 1964).

/...

En bref, depuis 1963, 212 Chypriotes turcs ont été portés disparus (rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité, S/7350, par. 76 du 10 juin 1966). Un nombre considérable de lettres adressées par M. Rauf Dentkas à M. Glafcos Cléridès au sujet du sort de ces personnes ou du lieu où elles se trouvent sont restées jusqu'ici sans réponse.

Pendant les événements de 1974, 806 autres personnes ont été ajoutées à la liste des disparus turcs, ce qui porte ainsi leur nombre à un total de 1 018 personnes. La liste des noms de ces malheureux a été distribuée à tous les organismes internationaux compétents, dont on recherchait l'assistance pour retrouver la piste des disparus. Malheureusement, les Chypriotes grecs ont continuellement refusé de coopérer avec la communauté turque à ce sujet. L'administration chypriote grecque a même refusé de faire une déclaration publique indiquant que ces Chypriotes turcs avaient été tués. Si l'on songe à la découverte des charniers d'Aloa, Sandallaris et Maratha, il n'est pas très difficile de spéculer sur le sort des Turcs disparus.

La question des disparus a fait l'objet de nombreux entretiens entre M. Rauf Denktas et M. Glafcos Cléridès, à la fois à Chypre et pendant les négociations que les deux communautés ont tenues à Vienne. Au cours de ces entretiens, M. Denktas a précisé à M. Cléridès qu'il n'y avait pas de disparus ou de détenus civils aux mains des Turcs. A quelques occasions, M. Denktas a même accompagné M. Cléridès à certains endroits situés dans la région occupée par les Turcs, quand ce dernier a prétendu avoir des preuves concrètes du fait que des disparus chypriotes grecs étaient détenus. En fin de compte, il est apparu que les "preuves" de M. Cléridès provenaient de sources malhonnêtes qui essayaient probablement de soutirer de l'argent des familles des disparus en leur donnant de faux renseignements.

Il a été également suggéré aux Chypriotes grecs et à très juste titre, qu'au lieu de rechercher leurs disparus dans la région turque, ils devraient en imputer la responsabilité à Nicos Sampson, instigateur du coup d'Etat de juillet 1974, en collaboration avec la garde nationale grecque, les officiers grecs et l'EOKA-B. La presse chypriote grecque a estimé les pertes grecques pendant le coup d'Etat à 3 ou 4 000 personnes.

On peut trouver des preuves abondantes de l'assassinat délibéré de milliers de Chypriotes grecs pendant le coup d'Etat dans les révélations qu'un gardien de cimetière grec, M. Papatsestos, a faites au journal grec TA NEA, le 18 septembre 1974 et en mars 1976 (voir Appendice B).

Makarios lui-même a admis l'ampleur des pertes grecques pendant le coup d'Etat. Dans la déclaration qu'il a faite devant le Conseil de sécurité le 19 juillet 1974, il a dit :

"Le coup d'Etat a fait couler beaucoup de sang et a entraîné des pertes importantes en vies humaines. Je crains que les pertes ne soient élevées et les dégâts matériels sérieux".

/...

En outre, la presse scandinave a indiqué qu'au moins 2 000 Chypriotes grecs avaient été tués pendant le coup d'Etat de Nicos Sampson entre le 15 et le 20 juillet 1974, juste avant l'intervention turque.

La Croix-Rouge internationale a confirmé elle-même qu'il n'y avait pas de prisonniers de guerre grecs en Turquie et que les prisonniers grecs qui avaient été emmenés en Turquie avaient tous été renvoyés à Chypre et remis aux autorités chypriotes grecques.

Le représentant de la Croix-Rouge l'a confirmé officiellement au cours de l'entretien que M. Denktas et M. Cléridès ont eu avec M. J. Perez de Cuellar, représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au Centre de Conférences de l'ONU au Ledra Palace à Nicosie, le 5 mars 1976.

Les accusations dont les Turcs sont l'objet, de la part des Chypriotes grecs, au sujet de la question des disparus, alors que les instigateurs du coup d'Etat circulent librement dans les rues de Nicosie, ne sont donc qu'une tentative des Chypriotes grecs de trouver un bouc émissaire aux crimes des leurs.

Elles font également partie de leur célèbre "longue lutte" dont ils pensent assurer le succès en recourant uniquement à des allégations gratuites et à une propagande mensongère.

C. CHYPRIOTES GRECS PRETENDUMENT RETENUS DANS LE NORD

Ce problème a été délibérément monté de toutes pièces par l'Administration chypriote grecque, dans le double but :

- a) De donner une dimension nouvelle à sa propagande antiturque et
- b) Préparer la voie à la "cantonisation" du nord qu'elle espère présenter comme un fait accompli dans le cadre de toute solution définitive au problème de Chypre.

En ce qui concerne les Chypriotes grecs qui ont choisi de rester dans le nord, la politique des Chypriotes turcs est très claire et en tous points conforme aux accords conclus à Vienne, lors de la troisième série d'entretiens intercommunautaires.

Du fait qu'elles ont préféré rester dans la région turque, administrée par les Turcs, ces personnes jouissent des mêmes droits que n'importe quel autre citoyen de l'Etat fédéré turc de Chypre. Dans le cadre de la législation en vigueur dans cette région, elles s'adonnent librement à toutes les activités d'une vie normale, que ce soit sur le plan économique, social, éducatif ou religieux. Et personne n'exerce sur elles de pression d'aucune sorte.

La politique suivie par les Chypriotes turcs a aussi été d'autoriser le transfert volontaire vers le sud de tout membre de cette communauté chypriote grecque qui le souhaiterait, comme convenu à Vienne, au cours de la troisième série de négociations intercommunautaires. Aucun des Chypriotes grecs qui se trouvent dans le nord n'y a été retenu contre sa volonté, et quoiqu'en disent constamment les Chypriotes grecs, les Chypriotes turcs n'ont procédé à aucune "expulsion".

/...

Il est donc non seulement faux mais aussi calomnieux de dire que ces personnes sont "retenues" et d'essayer de politiser la question. Cette attitude de l'Administration chypriote grecque et ses tentatives répétées pour introduire en fraude d'anciens terroristes de l'EOKA-B dans la région turque en les faisant passer pour des médecins ou des enseignants, révèlent son objectif véritable, qui est de constituer dans le nord un canton chypriote grec, machination calculée pour empêcher les négociations engagées en vue d'une solution définitive d'aboutir.

Il n'est pas besoin de dire que la création d'un canton chypriote grec dans la région turque est en contradiction avec l'accord conclu lors de la troisième série de négociations de Vienne, au cours de laquelle les deux parties s'étaient mises d'accord, entre autres, sur un règlement fédéral du problème de Chypre, avec la constitution de deux régions. Toutes les activités et toute la propagande chypriotes grecques dans ce sens sont donc absolument inacceptables pour les Chypriotes turcs.

D. HERITAGE CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE DE CHYPRE

Peu après l'opération de paix menée par les Turcs en juillet-août 1974, l'Administration grecque a commencé, dans le but de discréditer aux yeux du monde l'armée et la communauté turques, d'accuser les Turcs de piller et de détruire l'héritage culturel et archéologique de Chypre. Dans cette campagne à but politique, il est évident que les Grecs considèrent l'expression "héritage culturel de Chypre" comme un synonyme de "héritage grec de Chypre", oubliant totalement que cet héritage est tout autant turc que grec. Si les Grecs n'avaient pas été si ethnocentriques et chauvinistes en ce qui concerne "la culture de Chypre" ils n'auraient pas attaqué tout au long des deux dernières décennies tout ce qui est turc dans l'île, détruisant totalement ou en partie 103 mosquées et autres lieux de culte musulman, avec tout leur contenu.

Dans le cadre de leur campagne de propagande sur l'héritage culturel et archéologique de Chypre, les Grecs ont écrit aux organisations internationales, accusant les Turcs de piller et de détruire des monuments et objets d'intérêt archéologique ou culturel et ont déposé auprès de l'UNESCO et d'autres institutions spécialisées de l'ONU de nombreuses protestations contenant des allégations similaires.

Pour répondre à ces allégations, il suffira de citer les propos de M. Jacques Dalibard, expert de l'UNESCO et conseiller pour la question de l'héritage culturel de Chypre, qui, accompagné d'une équipe d'experts, s'est rendu dans l'île une première fois en février 1975, puis à nouveau en juin 1975 (et à diverses reprises par la suite) pour mener sur les lieux des enquêtes au sujet des accusations chypriotes grecques mentionnées plus haut :

"... il n'y a pas eu de pillage systématique et organisé de l'héritage culturel de Chypre. Et dans l'ensemble, si l'on considère qu'une guerre a passé par là les pertes sont relativement faibles".

/...

Ultérieurement, M. Dalibard a confirmé cette déclaration dans une lettre au rédacteur en chef du London Times, en réponse à des allégations faites précédemment par sir David Hunt dans le même journal (voir Appendice C pour le texte complet de la lettre de M. Dalibard).

A la lumière de ce qui précède, les allégations de la partie chypriote grecque au sujet de l'héritage culturel de Chypre ne peuvent être considérées que comme de la propagande pure et simple, destinée à incriminer la Turquie et l'Etat fédéré turc de Chypre.

/...

III. PORTS ET AEROPORTS DE LA ZONE TURQUE

Dans le cadre de la campagne chypriote grecque destinée à porter préjudice, politiquement et économiquement, à la communauté turque, des efforts incessants ont été déployés pour tenter d'empêcher l'utilisation de tous les ports et aéroports de la zone chypriote turque et tout trafic international de marchandises et de voyageurs à partir de ces ports. Pour mener sa campagne, l'Administration chypriote grecque s'appuie sur l'hypothèse sans fondement qu'il existe toujours une autorité centrale à Chypre, c'est-à-dire elle-même, qui peut prendre des décisions ayant force exécutoire pour les deux communautés et pour l'ensemble de l'île; elle tente ainsi de présenter la Turquie comme l'agresseur qui a envahi une partie de Chypre et installé un gouvernement illégal dans la zone sous contrôle turc. Un grand nombre de lettres, de notes et de protestations ont été adressées à ce sujet par l'Administration chypriote grecque et ses divers organes, à des pays étrangers, à des organismes et des organisations internationaux ainsi qu'à des sociétés privées : notamment, une note verbale datée du 12 décembre 1974, adressée à l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, par la prétendue "Organisation des ports de Chypre"; une note verbale datée du 11 février 1975 adressée au Directeur général des relations extérieures de la Commission des communautés européennes par la prétendue "Délégation permanente de la République de Chypre auprès de la communauté économique européenne"; une lettre datée du 19 août 1975 adressée à la Thale Ship Agency, Inc., de New York, par le prétendu "Directeur général du Ministère des communications et du travail" de l'Administration chypriote grecque; une note verbale datée du 12 septembre 1975, adressée à l'Organisation de coopération et de développement économiques par la prétendue "Ambassade de la République de Chypre" à Paris.

A titre d'exemple de la malveillance manifestée par l'Administration chypriote grecque pour faire obstacle au développement économique de la communauté turque en la coupant du monde extérieur, nous avons joint un exemplaire de la note datée du 12 décembre 1974 adressée à l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime par la prétendue "Organisation des ports de Chypre" de l'Administration chypriote grecque (voir Appendice D).

Il faut souligner que toutes les allégations de l'Administration chypriote grecque et de ses organes concernant les ports situés dans le territoire de l'Etat fédéré turc de Chypre reposent sur des hypothèses erronées et qu'elles ne sont qu'une tentative de sa part d'étendre son autorité inconstitutionnelle et illégale à l'ensemble de l'île. On trouvera l'exposé détaillé des faits dans la note datée du 26 mars 1975 établie par l'Organisation des ports de l'Etat fédéré turc de Chypre qui a été adressée au Secrétaire général de l'OMCI, accompagnée d'une lettre du Ministre des communications et du travail de l'Etat fédéré turc de Chypre (voir Appendice E).

Tout en déclarant illégales les activités de tous les ports maritimes situés en zone turque, l'Administration chypriote grecque a également tenté d'entraver le trafic vers la zone turque par l'aéroport d'Etat d'Ercan, également situé dans le territoire de l'Etat fédéré turc. Les techniciens grecs ont plus d'une fois

compromis l'atterrissage d'avions turcs sur cet aéroport, en communiquant aux pilotes des informations erronées destinées à les tromper et mettant ainsi en danger la vie des passagers et de l'équipage.

De plus, l'Administration chypriote grecque a adopté une politique en vertu de laquelle l'entrée de la zone grecque est interdite aux visiteurs étrangers qui choisissent de venir à Chypre en empruntant les ports et les aéroports situés en zone turque.

Grâce aux efforts déployés par les Autorités chypriotes turques, ces mesures de l'Administration chypriote grecque n'ont pas eu les résultats escomptés et, comme il est indiqué dans la note précitée du Ministre des communications et du travail de l'Etat fédéré turc de Chypre, tous les ports et les aéroports de la zone turque ont eu un trafic international de marchandises et de voyageurs actif, et le nombre de touristes venus visiter notre région a continué d'augmenter.

IV. HOTELS SITUES EN ZONE TURQUE

De toute évidence, troublée par l'afflux de touristes dans la zone turque en dépit de tous ses efforts pour interdire l'utilisation des ports et des aéroports du nord de l'île, la machine de propagande chypriote grecque a cette fois pris l'hôtellerie chypriote turque comme cible. Abordant la question de l'abandon d'hôtels par des Chypriotes grecs dans le nord de l'île, les Chypriotes grecs en ont saisi le Conseil de l'Association internationale de l'hôtellerie au cours de la réunion qu'il a tenue à Nairobi (Kenya), le 29 octobre 1975; et, en l'absence de tout représentant chypriote turc à ladite réunion, ils se sont arrangés pour faire adopter une résolution préjudiciable à la communauté chypriote turque.

En exigeant que ces hôtels soient rendus aux Chypriotes grecs, les Grecs ne tiennent pas compte du fait que les Turcs ont abandonné un grand nombre de biens mobiliers et immobiliers dans le sud, y compris des hôtels, des restaurants et des installations touristiques qui sont depuis utilisés par la communauté chypriote grecque. Ils ont délibérément ignoré le fait que la question de l'abandon des biens mobiliers et immobiliers concerne les deux communautés et qu'elle ne peut être résolue que dans le cadre d'un règlement politique définitif.

On trouvera un examen plus détaillé de la résolution de Nairobi et des activités chypriotes grecques relatives à l'hôtellerie en zone turque, dans la lettre datée du 2 janvier 1976 qu'~~on~~ adressée au Secrétaire général de l'Association internationale de l'hôtellerie, le Ministre du tourisme et de l'information de l'Etat fédéré turc de Chypre (voir Appendice F).

V. QUESTION DES PASSEPORTS DES CHYPRIOTES TURCS

Depuis 1963, époque à laquelle l'Administration chypriote grecque a chassé les fonctionnaires turcs du Gouvernement manu militari, les Chypriotes turcs n'ont pu exercer légitimement leurs droits de citoyens de la République de Chypre. On se souviendra que la liberté de mouvement des Chypriotes turcs a été sévèrement restreinte entre 1963 et 1974, en raison du refus de l'Administration chypriote

/...

grecque, qui avait monopolisé tous les pouvoirs et les fonctions de l'Etat, de délivrer des passeports et des documents de voyage à des Chypriotes turcs ou de renouveler les passeports venus à expiration.

Lorsque les pourparlers ont repris entre les deux chefs des communautés à la suite des événements de 1974, les circonstances l'exigeant, et afin de prévenir une nouvelle séparation des deux communautés, M. Raud Denktas a demandé que l'on délivre deux à trois mille passeports de la République de Chypre aux membres de la communauté turque; mais il s'est heurté à une fin de non-recevoir de la part du négociateur chypriote grec, M. Glafcos Cléridès.

C'est ainsi que l'Etat fédéré turc de Chypre n'a eu d'autre solution que de délivrer ses propres documents de voyage, pour permettre à la communauté turque de jouir de sa liberté de mouvement, comme le prévoient les Conventions des droits de l'homme.

Cette conséquence naturelle de la politique discriminatoire exercée par l'Administration chypriote grecque a néanmoins suscité des protestations de la part de la communauté chypriote grecque. S'inquiétant de ce que la Communauté internationale et notamment le Royaume-Uni, reconnaissent ces documents de voyage, les Autorités chypriotes grecques ont entrepris une campagne contre les Autorités du Royaume-Uni, dans le but de limiter la liberté de mouvement des Turcs de Chypre.

On ne répètera jamais assez que ces activités de l'Administration chypriote grecque vont à l'encontre de la Déclaration universelle des droits de l'homme et n'auront d'autre conséquence que d'encourager les dissensions entre les deux communautés.

VI. ASSISTANCE DU PNUD A CHYPRE

Il est bien connu que, du fait de la politique discriminatoire de l'Administration chypriote grecque envers la communauté turque entre 1963 et 1974, cette dernière n'a pratiquement pas bénéficié de l'assistance économique et financière fournie à Chypre par les institutions spécialisées de l'ONU. Se faisant passer sur la scène internationale pour "le Gouvernement de Chypre", l'Administration chypriote grecque s'est arrangée pour s'approprier cette aide et l'utiliser uniquement aux fins de développement de l'économie chypriote grecque.

Le fossé économique extrêmement large qui existait entre les deux communautés avant 1974 était, en partie au moins, dû au fait que l'assistance du PNUD à Chypre était répartie sans souci d'équité. Il est regrettable que même après 1974, alors que le monde entier avait assisté à l'effondrement de l'Administration illégale chypriote grecque, qui prétendait être le "Gouvernement de Chypre", ceux qui fournissaient une assistance économique à Chypre ont toléré que cette discrimination se poursuive.

/...

Il est deux cas précis dans lesquels la communauté turque n'a pu, malgré tous ses efforts, bénéficier de l'assistance économique et financière fournie à Chypre par les institutions spécialisées de l'ONU.

A. ETUDE DES POSSIBILITES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL A CHYPRE

Ce projet de 80 000 dollars entrepris conjointement par l'ONUDI et le PNUD était destiné à aider la population chypriote tout entière à réaliser le développement industriel de l'île, sans faire de distinction entre les deux communautés.

Ce projet découlait du projet PNUD/ONUDI intitulé "Services de développement industriel" (CYP/72/018) dont les activités, entreprises le 23 mai 1973, étaient devenues pleinement opérationnelles au milieu de l'année 1974 (Projet des services industriels spéciaux de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, paru le 13 mars 1975 sous la cote IS/CYP/74/010). Suspendue en raison des événements de 1974, dont les Grecs étaient entièrement responsables, l'assistance de l'ONUDI à Chypre, dont il est question dans le rapport du Directeur exécutif pour 1974 (p. 44, par. 125 du "Rapport annuel du Directeur exécutif, 1974"), a repris sous la forme d'un projet d'étude des possibilités de développement industriel.

Aucune consultation n'a été engagée avec les autorités de l'Etat fédéré turc de Chypre, que ce soit avant la mise au point ou avant la mise en application de ce projet et, contrairement à l'objectif déclaré du projet, les activités menées dans le cadre de celui-ci ont été limitées aux seules zones de l'île contrôlées par les Grecs.

La communauté turque est intervenue auprès de M. Vojko Pavicic, représentant résident du PNUD à Nicosie (voir par exemple la lettre de M. Osman Orek, vice-président et ministre de la défense de l'Etat fédéré turc de Chypre, datée du 4 novembre 1975) pour que la communauté turque bénéficie de l'assistance de l'ONUDI et du PNUD grâce à un projet analogue pour la zone turque de Chypre. Toutefois, tous les efforts déployés dans ce sens par la communauté turque ont été vains.

B. ASSISTANCE DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL AUX AGRICULTEURS CHYPRIOTES GRECS

Le 4 avril 1975, un accord a été signé entre l'Administration chypriote grecque et le Programme alimentaire mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, portant sur l'octroi d'une aide des Etats-Unis, d'une valeur de 1 060 700 dollars (produits alimentaires et autres produits de base), pour la réinstallation de 3 000 familles d'agriculteurs chypriotes transférés dans le sud de l'île.

Cette aide a été distribuée à des familles d'agriculteurs chypriotes grecs sous les auspices du prétendu "Gouvernement de Chypre" qui, en réalité, n'était autre que l'Administration chypriote grecque qui ne représentait et ne pouvait

/...

représenter l'ensemble de Chypre. Bien entendu, aucune partie de cette aide n'a été accordée à des agriculteurs chypriotes turcs transférés dans le nord après 1974.

Des représentations ont été faites auprès de M. Vojko Pavicic, représentant résident du PNUD à Nicosie (voir par exemple la lettre de M. Rauf R. Denktas, président de l'Etat fédéré turc de Chypre, datée du 19 avril 1975) en vue de faire bénéficier la communauté turque dudit projet ou d'un projet analogue qui pourrait être approuvé, à l'intention des agriculteurs turcs transférés dans le nord de Chypre.

Comme il est indiqué plus haut, la première solution n'a pu être appliquée en raison de l'attitude discriminatoire de l'Administration chypriote grecque et les efforts déployés par la communauté turque pour que soit mis au point un projet distinct pour la zone turque de Chypre n'ont jusqu'à présent donné aucun résultat.

En dehors du projet d'étude des possibilités de développement industriel et de l'assistance du Programme alimentaire mondial à Chypre, de nombreux autres projets du PNUD ont été unilatéralement exploités par l'Administration chypriote grecque pour améliorer la communauté chypriote grecque; pas un centime n'a été accordé à la communauté chypriote turque. La liste de ces projets figure à l'Appendice G.

VII. AGRUMES ET PRODUITS AGRICOLES EXPORTES DE LA ZONE TURQUE

Peu après les événements de 1974, l'Administration chypriote grecque camouflée en soi-disant "Gouvernement de Chypre" et utilisant les vastes ressources de l'Etat a entrepris une campagne de pressions sur des pays et des sociétés étrangères en vue du boycottage des agrumes et autres produits agricoles provenant de la zone turque de Chypre.

Dans le cadre de cette campagne, une société chypriote grecque, Archangelos Domain Limited, et des membres chypriotes grecs de sociétés coopératives d'agrumes ont intenté une action en 1975 devant la Cour supérieure de Londres à propos de l'importation d'agrumes provenant de la partie nord de l'île, contrôlée par l'Etat fédéré turc de Chypre. Les plaignants demandaient une injonction pour empêcher l'importation par les sociétés défenderesses du Royaume-Uni de ces fruits ou toute autre transaction à leur sujet.

Des actions du même genre ont été intentées devant le Tribunal de district de Rotterdam (Pays-Bas) à une société néerlandaise, Euroface Holland B. V. Les demandeurs ont ensuite intenté une action devant ce même tribunal pour que soit saisi le produit de la vente des agrumes incriminés. Il a été fait droit à leur demande, conformément à la procédure civile de ce pays. La société Euroface Holland B. V. (société néerlandaise qui importait des agrumes de la zone nord de Chypre contrôlée par l'Etat fédéré turc) a alors demandé au tribunal la levée de la saisie. Le Tribunal de Rotterdam a rendu son jugement le 6 janvier 1976, en faveur de la société Euroface Holland B. V. pour le motif que les demandeurs (c'est-à-dire Archangelos Domain et autres) n'avaient pu invoquer des motifs admissibles pour justifier la saisie.

Alors que la procédure d'injonction était en instance devant la Cour supérieure de Londres et que chacune des parties présentait des déclarations (affidavit), des articles paraissaient dans les journaux commerciaux et dans la presse britannique au sujet des poursuites engagées contre certains importateurs du Royaume-Uni au sujet d'achats d'agrumes. Le marché est resté stagnant en ce qui concerne l'importation des agrumes du nord de Chypre. Des pressions ont été exercées sur certains importateurs dont quelques-uns reçurent l'assurance qu'ils seraient approvisionnés en produits chypriotes grecs à condition de ne pas importer de produits agricoles de la zone nord de Chypre.

La question de la propriété juridique des agrumes est également en instance dans le cadre du procès en cours. Cependant, la demande d'injonction en vue d'entraver l'exportation d'agrumes provenant de la partie nord de Chypre contrôlée par l'Etat fédéré turc aux sociétés défenderesses du Royaume-Uni, n'est plus en instance devant la Cour supérieure car l'examen de cette demande avait été fixé au 23 février de cette année et le 20 février, les avocats des demandeurs ont demandé que l'examen de leur demande d'injonction soit ajourné. La demande d'ajournement a été transmise par le tribunal au juge qui devait examiner le cas le 23 février. A cette date, la demande a été officiellement retirée et la société défenderesse du Royaume-Uni s'est vue accorder les frais et dépens pour cette affaire.

/...

Le retrait de cette demande semblerait signifier que les pressions exercées sur certains importateurs ont dans une certaine mesure disparu.

Bien que le procès principal soit toujours en instance, les décisions du tribunal de district de Rotterdam et de la Cour supérieure britannique portent un coup sérieux à la propagande chypriote grecque touchant les exportations de fruits et d'agrumes de la zone turque de Chypre. Ces décisions vont clairement dans le sens des déclarations faites par l'Etat fédéré turc de Chypre qui ont aussi été publiées officiellement (avis officiel publié par le Bureau du représentant à Londres de l'Etat fédéré turc de Chypre, qui figure ci-joint à l'Appendice H).

Etant donné le nombre des accusations et des activités chypriotes grecques concernant cette question, il serait utile de rappeler les faits :

1. Il est vrai que l'Etat fédéré turc de Chypre a décidé de continuer à exploiter les vergers d'agrumes abandonnés par les Chypriotes grecs dans le nord afin d'empêcher que ces vergers ne se dégradent et périssent. Il est également vrai que de vastes propriétés, y compris des vergers et des vignobles ont été abandonnés par des Chypriotes turcs dans le sud. Ces propriétés sont comparables en valeur à celles que les Chypriotes grecs ont abandonnées dans le nord de Chypre.

L'Administration chypriote grecque a pris des mesures législatives pour utiliser ces propriétés. Par un avis publié dans le quatrième supplément de son journal officiel du 29 août 1975, elle a institué des comités destinés à administrer les propriétés des chypriotes turques se trouvant dans la zone chypriote grecque; et par un ordre de réquisition publié dans le troisième supplément du même journal daté du 11 septembre 1975, elle a confié à ces comités l'administration de toutes les propriétés chypriotes turques situées dans la zone qu'elle administre.

La presse chypriote grecque elle-même reconnaît qu'il y a de nombreuses propriétés chypriotes turques abandonnées dans le sud et que ces propriétés sont utilisées par la communauté chypriote grecque. (Voir à l'Appendice I un extrait du Cyprus Mail).

De plus, tous les vergers d'agrumes du nord n'appartenaient pas à des Chypriotes grecs. Un grand nombre d'entre eux étaient depuis de nombreuses années la propriété de Chypriotes turcs.

2. Les documents nécessaires (certificats d'inspection, certificats d'origine) aux produits exportés de la partie nord de Chypre sont délivrés maintenant, comme depuis de nombreuses années par la Chambre de commerce chypriote turque, organisme intégré en 1959 en vertu des Company laws de Chypre de 1951 et 1954.

3. Comme nous l'avons déjà dit, la question des propriétés abandonnées, qu'il s'agisse de vergers d'agrumes ou de vignobles, est une question commune aux deux communautés. Il convient de noter que cette situation résulte directement de la campagne d'ENOSIS, des Chypriotes grecs qui a abouti au coup d'Etat du

/...

15 juillet 1974. Après les événements de 1974, la séparation physique des deux communautés est devenue inévitable en raison des violences et de l'oppression subies depuis 12 ans par la communauté chypriote turque de la part des Chypriotes grecs.

Lorsqu'en 1974, la population de part et d'autre, a fui vers ce qu'elle considérait comme des zones plus sûres, laissant la plus grande partie de ses biens derrière elle, elle l'a fait en raison de la crainte et de la méfiance existant entre les deux communautés, à la suite de la politique inhumaine et injuste suivie par l'administration chypriote grecque pendant 12 ans. L'origine du problème des propriétés abandonnées est donc politique. Il remonte à la campagne chypriote grecque de rattachement de Chypre à la Grèce qui a abouti finalement à la séparation physique des deux communautés et à leur concentration dans deux zones distinctes de l'île.

4. L'opération turque de maintien de la paix de juillet et août 1974, qui a sauvé la communauté turque de la destruction et a préservé l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de Chypre, marque aussi l'écroulement de fait de l'autorité illégale et inconstitutionnelle qu'exerçait l'Administration chypriote grecque sur les affaires de Chypre. Le 30 juillet 1974, l'existence de deux administrations autonomes a été reconnue par la Déclaration de Genève qui a par la suite été approuvée par l'Organisation des Nations Unies.

En conséquence, il n'y a plus à Chypre d'autorité centrale ayant le pouvoir de prendre des décisions obligatoires pour les deux communautés, pouvant agir sur l'ensemble du territoire chypriote ou exerçant son contrôle et sa juridiction sur toute l'île. L'Administration chypriote turque autonome, qui a été restructurée en tant qu'Etat fédéré turc de Chypre, le 13 février 1975, en vue de constituer la partie turque de la future République fédérale de Chypre exerce un contrôle et une juridiction totale sur la zone nord et il est naturel qu'elle exerce ce contrôle et cette juridiction jusqu'à ce qu'une solution définitive soit apportée au problème de Chypre.

5. Compte tenu de ce qui précède, la question des vergers d'agrumes et de fruits de la zone nord de Chypre, qui est un aspect de la question plus générale de la propriété foncière constitue un problème politique qui ne peut être réglé que dans le cadre d'une solution politique définitive.

Il est impossible de croire que les Chypriotes grecs ne sont pas conscients de l'aspect politique du problème de la propriété foncière à Chypre. La façon dont ils exploitent cette question, comme le prouvent leurs activités et leurs accusations touchant les vergers d'agrumes et de fruits du nord de l'île, a pour but de paralyser notre commerce extérieur et de faire obstacle au développement économique de la communauté turque.

Cette attitude est pleinement conforme à la politique officielle chypriote grecque de discrimination contre notre communauté, ainsi que le montrent les exemples précis qui ont été exposés dans les paragraphes précédents. Les

/...

Chypriotes turcs ont fait maintes fois appel aux dirigeants chypriotes grecs pour qu'ils renoncent à cette façon regrettable d'aborder le problème, c'est-à-dire en essayant d'imposer une solution aux Chypriotes turcs au moyen de discrimination, de propagande et de pressions. Les affaires portées devant les tribunaux britanniques et néerlandais ont montré que lorsque prévaut la justice, cela ne peut être qu'au profit de la communauté turque qui a été opprimée et victime de discrimination pendant 12 ans et qui porte encore les cicatrices de cette période.

Les Chypriotes turcs espèrent maintenant vivement que les Chypriotes grecs se rendront rapidement compte que la propagande et la discrimination ne les mènera à rien et que des négociations directes sont la seule voie qui puisse conduire à un règlement juste et durable.

/...

APPENDICE A

Informations fournies par la presse grecque sur le nombre
de Chypriotes grecs déplacés

Les chiffres ci-après ont été communiqués à la presse grecque par M. Pavlos Papageorgiou, directeur général adjoint du Comité d'aide aux réfugiés chypriotes grecs, lors de la réunion des "réfugiés chypriotes grecs" tenue au cinéma Mimoza à Nicosie, le 13 octobre 1975; ces chiffres ont été publiés dans la presse grecque, le 14 octobre 1975.

1.	Personnes habitant chez des membres de leur famille	10 000
2.	Personnes installées sans autorisation dans des immeubles du gouvernement et des immeubles privés	5 000
3.	Personnes installées dans des maisons préfabriquées	2 000
4.	Personnes installées dans des maisons expropriées	1 300
5.	Personnes installées dans des bâtiments inachevés, dans des entrepôts, etc.	20 000
6.	Personnes installées sous la tente dans des camps	18 000
TOTAL		<u>56 300</u>

/...

APPENDICE B

Informations données par un prêtre au sujet des Chypriotes grecs tués
au cours du coup d'Etat qui a eu lieu à Chypre en juillet 1974*

Un prêtre chypriote grec de Nicosie, le père Papatsestos, aurait fait des révélations sensationnelles à un journal d'Athènes, Ta Nea, au sujet de Chypriotes grecs "tués et enterrés comme des chiens" au cours du coup d'Etat dirigé par Sampson pendant l'été 1974, à Chypre.

Le père Papatsestos qui, selon le journal, est un prêtre bien connu qui s'occupe du cimetière grec de Nicosie, aurait indiqué à un correspondant de Ta Nea que des Chypriotes grecs, par camions entiers, ont été enterrés hâtivement dans des fosses communes, sans aucun acte officiel et sans qu'on ait tenté d'identifier les corps.

"Mais l'expérience la plus horrible de ma vie a été de voir un jeune Chypriote grec blessé enterré vivant", aurait déclaré le père Papatsestos.

Il aurait également admis que des Turcs ont été enterrés dans le cimetière grec.

On trouvera ci-après l'essentiel de l'interview que le père Papatsestos a accordée aux correspondants de Ta Nea et qui a été publiée dans tous les journaux grecs locaux le 28 février 1976 :

Le père PAPATSESTOS : Deux jours après le coup d'Etat, le 17 juillet, j'ai été le témoin d'une chose qu'aucun être humain n'a peut-être jamais vue : j'ai vu enterrer vivant un jeune Chypriote grec. Deux officiers de la junte vinrent chez moi et m'ordonnèrent de les accompagner au cimetière. Je pensais qu'ils allaient me tuer, mais ils me dirent qu'ils voulaient seulement que je les accompagne pour enterrer des morts.

Dans le cimetière, il y avait deux tombes ouvertes et deux corps étaient étendus à côté d'elles. J'allai voir si je pouvais les identifier. L'une des personnes était morte. Mais l'autre, un jeune homme de 18 ans, aux cheveux bouclés et au teint clair, bougeait encore. Effrayé, je me retournai et criai : "Mais, cet homme est vivant!"

"Tais toi, sale prêtre, ou je te fais taire pour de bon" me répondit l'officier. Le jeune homme fut alors poussé dans la tombe et recouvert de terre. "Je jure qu'ils ont enterré vif ce jeune homme".

* Communiqué du 5 mars 1976, du Bureau de l'information du Ministère du tourisme et de l'information de l'Etat fédéré turc de Chypre.

Montrant le cimetière, le père Papatsestos a déclaré : "A cet endroit, des gens ont été enterrés comme des chiens par la junte. Il y avait aussi des corps qui avaient été déposés à l'extérieur du cimetière. Ils n'avaient pas été identifiés ni reconnus par leurs familles. En tant que prêtre, cela me pose un problème de conscience, mais ils me menaçaient avec un pistolet.

Je me souviens du jour où ils vinrent me voir pour la première fois. Ils me dirent : "Père, nous avons des morts que nous voudrions que vous enterriez". "Bien sûr", répondis-je, et je demandai combien il y avait de corps. Ils répondirent qu'il y en avait 77. Une heure plus tard, un camion arriva et j'entendis quelqu'un dire : "déposez-les à l'extérieur". C'était les morts que nous attendions; ils furent tous mis dans une fosse commune, sans attendre que leurs familles puissent les identifier. Les hommes de la junte apportèrent de petites croix (sept seulement), écrivirent des noms dessus et les posèrent sur la tombe.

Les hommes de la junte appelaient avec mépris les personnes qui étaient loyales à l'archevêque Makarios des "suppôts de Muskos" et voulaient les enterrer "comme des chiens", dans un parc à moutons à l'extérieur du cimetière. Et c'est ce qu'ils firent, finalement. Ils creusèrent deux tombes avec des excavatrices, l'une à l'intérieur du cimetière et l'autre à l'extérieur. Ils enterrèrent leurs propres morts (27) à l'intérieur du cimetière et les autres (50) à l'extérieur.

TA NEA : Père Papatsestos, ce jeune homme qui a été enterré vif, aurait-il pu être sauvé?

Le père PAPATSESTOS : Bien sûr, il aurait pu être sauvé. Il était blessé à la jambe droite. Je suis allé à l'hôpital et j'ai demandé à un médecin qui était là si un mort pouvait bouger. Le médecin s'est mis à rire, mais moi je n'ai pas pu. Mais ce n'est pas moi qui l'ai enterré vivant.

TA NEA : Avez-vous reconnu l'un des hommes de la junte?

Le père PAPATSESTOS : Ils sont tous venus de Grèce pour le coup d'Etat. Ils pillaient tout et ont même pénétré par effraction chez moi. Ils entraient dans les maisons sous prétexte de chercher des déserteurs, mais, en réalité, ils volaient des choses de valeur pour eux.

TA NEA : Avez-vous été témoin d'autres atrocités?

Le père PAPATSESTOS : J'ai écouté des conversations téléphoniques entre les hommes de la junte. Une fois, parlant des gens qui résistaient dans la banlieue de Kaimakli, ils ont dit : "Tuez les tous, pas de pitié!". J'ai également remarqué qu'à l'hôpital, ils donnaient de l'eau polluée aux malades.

TA NEA : Père Papatsestos, pouvez-vous jurer que vous n'avez pas secrètement enterré des Turcs morts, dans le cimetière?

Le père PAPATSESTOS : Seulement une dizaine. Nous ne savions pas qui ils étaient et où ils avaient été trouvés.

/...

TA NEA : Combien de morts avez-vous enterrés pendant le coup d'Etat?

Le père PAPATSESTOS : 127. Cinquante d'entre eux, ramassés dans la rue, ont été enterrés à l'extérieur du cimetière; les 77 autres ont été enterrés à l'intérieur.

TA NEA : S'il n'y avait pas eu l'invasion turque, est-ce que d'autres Chypriotes grecs auraient été tués pendant le coup d'Etat?

Le père PAPATSESTOS : Oh oui, beaucoup d'autres. Ils voulaient aussi me tuer. C'est un peu difficile à dire, mais il est vrai que l'intervention turque nous a sauvés d'une guerre d'extermination impitoyable. Ils avaient établi la liste de tous les partisans de l'archevêque Makarios et ils les auraient tous massacrés.

TA NEA : Sincèrement, est-ce que des gens ont été massacrés sauvagement à cette époque?

Le père PAPATSESTOS : Oui. Il y a eu des massacres à l'extérieur du monastère de Kykko et à Limassol. De mes propres oreilles, j'ai entendu ces mots : "Il faut tous les tuer avant ce soir, jusqu'au dernier".

Ceux qui ont été témoins de ces crimes ont peur de parler. D'ailleurs, ce sont presque tous des partisans de Grivas et ils ne parleront jamais.

Enfin, le père Papatsestos aurait déclaré qu'il avait l'intention de rapporter sa version des faits et de faire part de ses inquiétudes au Premier Ministre grec, M. Constantin Karamanlis, parce que l'archevêque Makarios n'avait rien fait.

COMMENTAIRE :

On se rappellera sans doute que le père Papatsestos a d'abord communiqué ces renseignements à l'archevêque Makarios quand ce dernier s'est rendu au cimetière de Nicosie peu après son retour à Chypre, en décembre 1974. Les journaux grecs locaux ont largement publié (13 décembre 1974) l'information suivante, communiquée par le père Papatsestos à l'archevêque Makarios :

"Il y a cinq grandes fosses (de 2 m sur 6 m chacune) à l'intérieur et autour du cimetière grec de Nicosie, dans lesquelles les corps de soldats, de policiers et de civils (dont certains étaient gravement blessés mais vivants) ont été jetés comme des sacs de déchets!"

Le lendemain, la presse grecque locale est restée prudemment muette sur cette question et l'archevêque Makarios n'a aucunement cherché à approfondir la question du "jeune Chypriote grec enterré vivant dans le cimetière de Nicosie".

Cependant, de semblables renseignements sur les meurtres commis pendant le coup d'Etat continuèrent d'arriver d'autres sources. Tout récemment, le 22 novembre 1975, pour être exact, le rédacteur en chef du journal grec local "Haravghi", M. Costas Partassidès, a révélé dans un article paru dans son journal que :

/...

"Des femmes et des enfants chypriotes turcs innocents, ainsi que des milliers d'éléments démocratiques de la communauté grecque avaient été tués gratuitement par les hordes de l'EOKA pendant le coup d'Etat."

M. Partassidès s'est également plaint avec amertume que les responsables de ces crimes odieux aient été laissés en liberté et continuent à intimider impunément la population. Cependant, les révélations et les plaintes de M. Partassidès n'ont pas réussi, elles non plus, à pousser les autorités chypriotes grecques à faire une déclaration officielle sur cette question ou à prendre des mesures contre les coupables connus.

Le silence et l'inaction des autorités chypriotes grecques au sujet des meurtres et des atrocités commis pendant le coup d'Etat sont absolument incompatibles avec la propagande bruyante qu'elles font au sujet des Chypriotes grecs qui auraient disparu pendant l'opération de paix turque, entre le 20 juillet le 16 août 1974. Malgré les assurances formelles données au plus haut niveau qu'aucun Chypriote grec n'est détenu comme prisonnier de guerre ni sous aucun autre prétexte, que ce soit en Turquie ou dans l'Etat fédéré turc de Chypre, les autorités chypriotes grecques font croire aux familles et aux parents des disparus que ces personnes sont encore en vie et détenues dans quelque "camp de travail" secret en Turquie ou à Chypre. Ces accusations sont dénuées de tout fondement.

L'attitude ostensiblement contradictoire des autorités chypriotes grecques à propos des Grecs qui auraient été tués, selon des témoins oculaires, lors du coup d'Etat et ceux dont on présume simplement qu'ils auraient disparu pendant l'opération de paix turque, peut dérouter l'observateur étranger. Mais il existe, en réalité, un lien logique entre ces deux attitudes. Le problème des disparus n'est en fait qu'un écran de fumée destiné à dissimuler les pertes terrifiantes de vies humaines qui ont eu lieu pendant le coup d'Etat de Sampson.

Les autorités chypriotes grecques n'ont jamais officiellement annoncé le nombre et les noms des personnes tuées lors de ce coup d'Etat. Cependant, si l'on se réfère à la déclaration faite par l'archevêque Makarios devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies quelques jours après le coup d'Etat, dans laquelle il demandait une intervention immédiate pour mettre fin à la tragédie car les pertes en vies humaines étaient très lourdes, et compte tenu, également, du nombre de morts publié (en milliers) par la presse étrangère, d'après les déclarations de témoins oculaires, y compris des Chypriotes grecs fuyant la vengeance des instigateurs du coup d'Etat, on peut présumer, sans grand risque, que la plupart des morts chypriotes grecs ont été tués pendant le coup d'Etat de Sampson. Les dirigeants chypriotes grecs le savent mais ils n'osent l'admettre devant leur communauté. Ils ont donc créé artificiellement un problème de disparus, pour donner l'impression que les Turcs sont responsables des pertes qu'ont subies les Grecs.

En dernière analyse, cependant, les révélations du père Papatsestos, de M. Costas Partassidès et d'autres personnes, montrent où la communauté grecque et, de fait, le monde entier, doit chercher les Chypriotes grecs disparus.

/...

APPENDICE C

Lettre datée du 26 septembre 1975, adressée au Rédacteur en chef
du Times (Londres) par M. Jacques Dalibard, conseiller pour la
protection de l'héritage culturel de Chypre

Antiquités de Chypre

Monsieur,

Puisque mon nom a été cité dans une lettre de sir David Hunt au sujet des antiquités de Chypre qui a été publiée dans le Times de Londres du 4 septembre 1975, je tiens à faire la présente mise au point.

Je suis Chef de la Division des services de restauration du Gouvernement fédéral du Canada. J'ai été engagé comme consultant par l'UNESCO et ma nomination en qualité de "Conseiller pour la protection de l'héritage culturel de Chypre" a été acceptée par toutes les parties intéressées de l'île. J'ai passé à Chypre les mois de février et de mars 1975, une semaine au mois de juin et un mois du 16 août au 15 septembre.

Sir David Hunt est certainement bien informé et les faits exposés dans sa lettre sont exacts, mais il ne présente pas un tableau complet de la situation des richesses culturelles de Chypre.

On a effectivement relevé plusieurs cas de pillage et de destruction sans discrimination d'antiquités de l'île pendant et depuis les événements de juillet et août 1974. Mais il n'y a pas eu de pillage systématique et organisé de l'héritage culturel de Chypre et, compte tenu du fait que l'île a subi une guerre, les pertes sont relativement faibles dans l'ensemble.

Il faut insister, en revanche, sur le fait qu'on a entrepris des efforts très importants, depuis le mois de mars, pour protéger l'héritage culturel de l'île, à tel point qu'on peut affirmer, au 15 septembre 1975, que les antiquités de Chypre sont bien protégées. Je ne peux donc que contester la dernière affirmation avancée dans la lettre de sir David Hunt selon laquelle : "Il se peut que l'Organisation (UNESCO) ne soit pas en mesure d'assurer la protection efficace des antiquités de Chypre".

En fait, c'est grâce à l'intervention de l'UNESCO qu'on a pris des mesures qui ont été couronnées de succès. Bien que je ne puisse pas aborder la question de façon détaillée dans cette lettre, j'espère que cette déclaration réassurera, dans une certaine mesure, tous ceux qui se préoccupent de l'héritage culturel de Chypre.

/...

APPENDICE D

Note de l'Organisation des ports de Chypre datée du 12 décembre 1974,
sur les ports de Chypre

1. A la suite de l'agression turque contre la République de Chypre et de l'occupation par les forces d'invasion turques d'une partie du territoire de l'île, y compris des ports de Famagouste, Kyrenia et Karavostassi, le Gouvernement de la République a déclaré que ces ports seraient interdits et fermés à tous les navires, à toutes les marchandises et à tous les passagers à compter du 3 octobre 1974.
2. Par voie de conséquence, l'utilisation de ces ports par un navire, sous quelque pavillon que ce soit, est illégale et fera l'objet des poursuites prévues aux termes de la loi.
3. Tous les autres ports de Chypre : Limassol, Larnaca, Paphos, Vassiliko, Zyyi, Latchi, Moni et Limni, sont sous le contrôle de la République de Chypre et continuent à fonctionner normalement.

/...

APPENDICE E

Lettre datée du 26 mars 1975, adressée au Secrétaire général de
l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation
maritime par le Ministre des communications et des travaux publics
de l'Etat fédéré turc de Chypre

J'ai appris que l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime avait transmis à ses Etats membres le texte d'une note émanant de l'"Organisation des ports de Chypre" (organisation strictement chypriote grecque) concernant les ports de Famagouste, Kyrenia et Karavostassi, situés dans l'Etat fédéré turc de Chypre.

A ce propos, je tiens à déclarer que les renseignements figurant dans la note de l'"Organisation des ports de Chypre" sont trompeurs et entrent dans le cadre d'une campagne générale menée par l'Administration chypriote grecque pour porter atteinte aux droits et aux intérêts de la communauté turque de Chypre aux yeux des milieux internationaux.

Je vous adresse donc ci-joint une note sans équivoque émanant de l'Organisation des ports de l'Etat fédéré turc de Chypre qui expose la situation réelle des ports en question; je vous serais obligé de bien vouloir, dans un souci d'équité vis-à-vis de la communauté turque de Chypre, en communiquer la teneur aux Etats membres de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le Ministre des communications
et des travaux publics de
l'Etat fédéré turc de Chypre,

(Signé) Ercl KAZIM

/...

Note de l'Organisation des ports de l'Etat fédéré turc de Chypre
datée du 25 mars 1975

L'Organisation des ports de l'Etat fédéré turc de Chypre tient à présenter les observations suivantes en ce qui concerne la communication datée du 10 janvier 1975, adressée par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime à ses membres pour leur communiquer le texte d'une note qui émanerait de l'"Organisation des ports de Chypre" et selon laquelle le "Gouvernement de la République" aurait déclaré les ports de Famagouste, Kyrenia et Karavostassi, situés dans l'Etat fédéré turc de Chypre, interdits et fermés à tous les navires, à toutes les marchandises et à tous les passagers à compter du 3 octobre 1974, sous peine de poursuites contre les navires qui relâcheraient dans ces ports.

L'Organisation des ports de l'Etat fédéré turc de Chypre tient à faire savoir qu'après le coup d'Etat du 15 juillet 1974 et l'opération de paix turque entreprise par la suite pour empêcher l'Etat binational de Chypre d'être détruit par les partisans de l'ENOSIS (c'est-à-dire par ceux qui veulent rattacher Chypre à la Grèce), l'Administration chypriote grecque a perdu la supériorité de fait qui lui a permis de se faire passer pour le "Gouvernement de Chypre" pendant les onze dernières années et deux administrations autonomes, l'Administration chypriote turque et l'Administration chypriote grecque, qui contrôlent deux régions distinctes de l'île, ont été constituées. Ce fait a été reconnu dans la Déclaration de Genève du 30 juillet 1974, ainsi que par l'Organisation des Nations Unies. Depuis le 13 février 1975, l'Administration chypriote turque autonome a été transformée en Etat fédéré turc de Chypre, qui deviendra ultérieurement l'Etat fédéré turc de la future République fédérale de Chypre. Il n'existe donc plus à Chypre d'autorité centrale qui puisse prendre des décisions valides engageant les deux communautés et il n'est que normal que les deux communautés soient administrées séparément jusqu'à ce qu'on ait trouvé une solution définitive.

Dans ces conditions, l'Organisation des ports de l'Etat fédéré turc de Chypre tient à faire savoir que l'Administration chypriote grecque n'est pas habilitée à déclarer que les ports de Famagouste, Kyrenia et Karavostassi, situés dans la zone contrôlée par l'Etat fédéré turc de Chypre, sont interdits et fermés à tous les navires, à toutes les marchandises et à tous les passagers, ou à engager des poursuites contre les navires qui relâcheraient dans ces ports. Elle n'est pas habilitée non plus à faire appliquer une telle décision.

L'Organisation des ports de l'Etat fédéré turc de Chypre tient à déclarer que les ports de Famagouste, Kyrenia et Karavostassi sont ouverts à tous les navires et à tous les visiteurs des pays tiers, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur dans le territoire de l'Etat fédéré turc de Chypre (parallèles à la loi et à la réglementation de l'Administration chypriote grecque), qui échappe au contrôle et à la compétence de l'Administration chypriote grecque et de son organisation des ports.

En fait, depuis la reprise de l'activité dans ces ports, le 3 septembre 1974, 172 navires ont relâché à Famagouste et y ont débarqué 11 925 tonnes de marchandises, 22 360 passagers et 972 véhicules. Pendant la même période, on a compté 20 113 passagers en partance du port de Famagouste, qui a également exporté 23 046 tonnes de produits agricoles et 23 414 tonnes d'autres marchandises.

/...

APPENDICE F

Lettre en date du 2 janvier 1976, de M. Caglar Yasal, ministre du
tourisme et de l'information de l'Etat turc fédéré de Chypre,
adressée au Secrétaire général de l'Association internationale de
l'hôtellerie (Paris)

Toutes les résolutions adoptées par votre Association en ce qui concerne les hôtels et autres installations touristiques de la zone turque de Chypre montrent bien qu'elle n'est pas au courant de la situation et a été abusée par la campagne de propagande antiturque menée par les Chypriotes grecs.

Malheureusement, la communauté turque, exploitée depuis 20 ans par la communauté chypriote grecque, n'a ni les moyens ni les possibilités financières d'envoyer des délégations nombreuses pour mener au sein des instances internationales des campagnes intensives analogues à celles que mènent les Chypriotes grecs. Abusant du statut et des pouvoirs de la République de Chypre et monopolisant son "gouvernement" en vertu de considérations raciales (le soi-disant Gouvernement de Chypre est entièrement entre les mains des Grecs), l'administration chypriote grecque recourt à toutes sortes d'intrigues sur la scène internationale et formule des propos diffamatoires à l'encontre de la communauté turque, dans le dessein d'égarer l'opinion publique mondiale et d'obtenir, pour porter préjudice aux Chypriotes turcs, des résolutions condamnant ces derniers.

En ce qui concerne la résolution adoptée par le Conseil de l'Association internationale de l'hôtellerie à sa réunion de Nairobi, il nous paraît inconcevable qu'une organisation réputée se laisse abuser et adopte des résolutions à ce sujet sans procéder à une enquête sur place pour se faire une opinion de la situation réelle. Nous ne vous en remercions pas moins de nous avoir demandé nos observations sur ce texte, nous donnant ainsi la possibilité de vous éclairer.

Vous vous rappellerez que la République de Chypre a été fondée en 1960, en association, par les communautés chypriotes turque et grecque. Peu après, cette dernière a établi secrètement un plan et constitué une armée clandestine dans le dessein de renverser la République et de rattacher l'île à la Grèce (Enosis). Le seul obstacle était la communauté turque et les droits que lui conférait l'Association. Aussi une attaque fut-elle lancée contre elle en décembre 1963, sous prétexte de réprimer une "rébellion turque".

Au cours de ces attaques, qui se sont poursuivies de façon intermittente jusqu'en 1974 en dépit de l'établissement dans l'île d'une force de maintien de la paix de l'ONU, des centaines de Turcs innocents, dont des femmes et des enfants, ont été assassinés sans merci, toute la population de certains villages

/...

turcs a été massacrée et enterrée dans des fosses communes, des centaines de Turcs, enlevés sur les routes, n'ont jamais été revus, 25 000 Turcs de 103 villages ont été chassés de leurs habitations et de leurs maisons et condamnés à l'état de réfugiés, tandis que leurs terres et leurs propriétés étaient usurpées et exploitées par leurs compatriotes grecs. Il est arrivé que des maisons, des hôtels et des restaurants soient incendiés ou détruits. Les survivants ont été contraints de vivre dans des enclaves, encerclés par des forces armées grecques et ont dû lutter pour survivre, jusqu'en 1974. Ils ont été soumis à toutes sortes d'oppressions, d'humiliations et de traitements inhumains. Les Chypriotes turcs ont été dépouillés de leurs droits légitimes et constitutionnels. Forcés tous les ans de payer dix millions de livres au budget de l'Etat en impôts et en droits, ils n'avaient droit à aucune des redevances, subventions et aides données par les organismes internationaux ou le PNUD.

Alors que les Chypriotes grecs commettaient des atrocités contre les Turcs, usurpant et exploitant leurs terres et leurs propriétés, et les soumettant à toutes sortes de traitements inhumains, votre Association n'a pas adopté de résolution exigeant le retour de la terre turque à ses propriétaires légitimes. Elle n'a pas non plus protesté au nom de l'humanité contre l'état de fait qu'imposaient les dirigeants chypriotes grecs.

Faisant allusion, dans sa résolution, à la présence des forces turques de maintien de la paix dans la zone turque de l'île, le Conseil de l'Association prétend que Chypre est en partie envahie. Aux termes des accords de Zurich et de Londres qui ont donné naissance à la République de Chypre, la Turquie est l'un des trois Etats garants habilités à intervenir si l'indépendance de l'Etat est en danger. Après avoir attendu patiemment 11 ans, la Turquie n'a exercé son droit en engageant en 1974 une opération pacifique dans l'île que lorsque Chypre a fomenté un coup d'Etat sanglant contre l'ordre établi et que la dissolution de la République ainsi que l'extermination de la communauté chypriote turque sont apparues imminentes. C'est grâce à cette opération que la communauté turque a été préservée de la destruction et que l'indépendance de l'Etat a été maintenue, car la route de l'Enosis a été ainsi irrémédiablement coupée.

Il faut bien reconnaître que les événements tragiques des 20 dernières années ont rendu indispensable la séparation des deux communautés. Cette séparation a été réalisée en 1974, lorsque les Turcs qui vivaient dans le sud se sont installés dans le nord, placé sous le contrôle de leur communauté, tandis que les Grecs du nord gagnaient la zone sud. Ce regroupement s'est effectué conformément aux accords conclus lors de la troisième série de pourparlers engagés à Vienne entre les représentants des deux communautés.

Plus de 70 000 Turcs qui vivaient dans le sud ont abandonné leurs foyers et se sont enfuis vers le nord pour sauver leur vie, laissant derrière eux leurs biens meubles et immeubles, représentant plus de 100 000 moutons et autres animaux, des usines, des hôtels, des restaurants et autres installations, des centaines

/...

d'hectares de champs, de vergers et de vignes (90 p. 100 du vin produit par l'île proviennent des vignobles abandonnés par les Turcs dans le sud), etc. Tous ces biens ont été distribués par le Gouvernement grec aux Chypriotes grecs qui se sont installés dans le sud. Vous trouverez ci-joint des photocopies d'extraits des journaux grecs qui le prouvent. De même, l'Etat fédéré turc de Chypre a installé dans les zones évacuées par les Chypriotes grecs les Turcs qui avaient abandonné leurs biens dans le sud, en attendant qu'une solution durable soit trouvée au problème chypriote.

Les immeubles abandonnés par les Turcs dans le sud et par les Grecs dans le nord constituent un problème unique qui pourrait être traité dans le cadre de la solution politique recherchée au problème chypriote. Il est absurde que les Chypriotes grecs réclament le retour des installations touristiques du nord à leurs propriétaires absents alors qu'ils ont usurpé et exploité toutes les terres turques et autres propriétés abandonnées dans le sud. Le véritable objectif des Chypriotes grecs est de se servir des organismes internationaux pour exercer toutes sortes de pressions sur l'Etat fédéré turc de Chypre afin de provoquer l'effondrement économique de la communauté turque. En intensifiant la guerre économique qu'ils mènent depuis 20 ans contre les Turcs, les Grecs cherchent à les chasser de l'île pour préparer le rattachement à la Grèce, mais leur succès n'ira pas loin car, tôt ou tard, le monde apprendra la vérité.

Conscient du rôle important que joue le tourisme dans le développement de l'amitié et de la compréhension entre les peuples du monde, l'Etat fédéré turc de Chypre est décidé à ranimer et à promouvoir cette industrie dans sa région. Les droits de propriété et d'exploitation attachés aux hôtels et autres installations touristiques construits au moyen de capitaux étrangers ont été rendus à leurs propriétaires légitimes. Ceux qui avaient été abandonnés par les Grecs ont été réparés et sont entretenus et en partie exploités pour être préservés d'une dégradation et d'une destruction totales, en attendant que le problème de Chypre soit résolu.

Nous souhaitons ardemment qu'une solution intervienne rapidement et que les Chypriotes turcs et grecs puissent coexister, mais l'expérience a montré que les chances sont faibles de parvenir à brève échéance à une conclusion couvrant tous les aspects d'un problème qui se pose depuis 20 ans. Or, si les hôtels de la zone turque ne sont pas conservés en état et exploités, il sera difficile de les sauvegarder ou de les entretenir, et le mobilier, le matériel et les installations qu'ils contiennent se détérioreront et seront détruits.

Cet état de choses irait assurément à l'encontre des intérêts de Chypre, car si les Grecs continuent à empêcher les touristes de venir dans la zone turque comme ils le font à présent, c'est toute l'île qui cessera d'attirer les visiteurs. C'est pourquoi nous espérons que, compte tenu de tous ces facteurs, vous nous apporterez votre coopération pour mettre ces installations au service de l'industrie du tourisme plutôt que d'essayer d'en priver les visiteurs étrangers et de contribuer à leur dégradation et à leur destruction.

/...

Si l'Association désire envoyer un représentant autorisé dans l'Etat fédéré turc de Chypre afin de procéder à une enquête sur tous les aspects du problème chypriote de façon à pouvoir agir impartialement et à amender les résolutions adoptées à Budapest et Nairobi sous l'influence grecque, mon ministère est disposé à correspondre avec vous pour mettre au point les détails de cette mission.

Nous demandons que les copies de la présente lettre et les documents annexés soient distribués par vos bons offices, à tous les organismes, sociétés, institutions, organisations internationales et autres destinataires de votre résolution de Nairobi.

Le Ministre du tourisme et de l'information,
(Signé) Caglar YASAL

/...

APPENDICE G

Liste de projets du PNUD dont la communauté turque n'a pas bénéficié :

TITRE DU PROJET	FONDS DU PNUD CONSACRES AU PROJET (Dollars des Etats-Unis)	ANNEE
1. Législation relative à la protection de l'enfance	18 000	1975
2. Traitement des olives	6 000	1977
3. Bourses de perfectionnement (Institut de l'hôtellerie et de la restauration)	6 300	1975
4. Reboisement de Paphos	79 050	1975
5. Conception et production de modèles	9 000	1975
6. Production de sel	12 000	1975
7. Chaussures	27 000	1975
TOTAL	<u>157 350</u>	

/...

APPENDICE H

Avis officiel du Bureau du représentant à Londres
de l'Etat fédéré turc

Destinataires : Tous les armateurs et commandants de navires transportant des agrumes ou des produits agricoles à partir de ports soumis au contrôle de l'Etat fédéré turc de Chypre,

et : Tous les importateurs et commerçants en gros ou en détail d'agrumes au Royaume-Uni.

Comme vous le savez, au début de l'année, des annonces publicitaires ont paru qui prétendaient que presque tous les agrumes produits dans la zone de la République de Chypre soumise au contrôle de l'Etat fédéré turc provenaient d'exploitations appartenant à des Chypriotes grecs.

Des informations et articles de presse ont paru dans des revues professionnelles et dans la presse nationale au sujet d'actions intentées contre certains importateurs du Royaume-Uni impliqués dans l'achat d'agrumes.

En dehors des actions déjà mentionnées, des pressions ont été exercées sur certains importateurs. On a dit à certains importateurs que des Chypriotes grecs leur fourniraient des produits agricoles à condition qu'ils s'abstiennent de tout achat de produits agricoles provenant de la zone nord de Chypre et de toute transaction concernant ces produits.

Comme vous le savez sans doute, les Chypriotes turcs qui ont quitté la zone sud pour s'installer dans le nord de l'île ont laissé des biens et avoirs considérables dans le sud, et ces biens ont été réquisitionnés par le "Gouvernement de Chypre" qui se les est appropriés à la suite d'une prétendue décision de l'Etat.

Il ne s'agit pas dans le présent avis de discuter des questions juridiques soulevées dans les actions en cours. Le défendeur restant, Rodolfo (London) Limited, continue à faire l'objet de poursuites devant la Cour supérieure. Le différend avec Rodolfo, quant à la propriété juridique des agrumes, n'a pas encore été tranché en justice et il y a lieu de reconnaître que des observations injustifiées touchant les questions à l'origine de l'action en cours, non seulement constitueraient presque un outrage à magistrat et seraient injustes à l'égard des parties en cause auxquelles elles porteraient préjudice, mais encore seraient peut-être diffamatoires.

L'objet du présent avis est d'attirer votre attention sur certaines questions dont certains d'entre vous sont déjà conscients :

/...

1. Il existe de nombreux agriculteurs chypriotes turcs dans la zone nord de l'île qui sont, depuis de nombreuses années, propriétaires de leurs propres exploitations. Certains Chypriotes turcs ont pris à bail des exploitations appartenant à des Chypriotes grecs. Des propriétaires et occupants chypriotes turcs continuent à être propriétaires de ces exploitations ou à les exploiter à bail et ils ne veulent pas se voir refuser le droit qu'ils ont de vendre les produits qu'ils ont cultivés.

2. Des certificats d'inspection concernant les produits exportés à partir de la zone nord de Chypre sont délivrés et ont été délivrés depuis de nombreuses années par la Chambre de commerce chypriote turque, organe constitué en société en 1959 conformément aux lois de Chypre sur les sociétés de 1951 et 1954.

3. Des certificats d'origine concernant ces produits sont également délivrés par la Chambre de commerce chypriote turque.

L'ETAT FEDERE TURC DE CHYPRE GARANTIT QUE LES AGRUMES EXPORTES A PARTIR DE SON TERRITOIRE ET DES PORTS SOUMIS A SON CONTROLE SONT LA PROPRIETE JURIDIQUE DES EXPORTATEURS AUXQUELS LES ORGANES LEGAUX DE L'ETAT DELIVRENT LA DOCUMENTATION NECESSAIRE ET QUE CES EXPORTATEURS ONT TOUS DROITS LEGAUX D'ACHETER ET DE VENDRE CES FRUITS.

APPENDICE I

Les abus auxquels donnent lieu les anciens biens turcs
vont peut-être susciter l'intervention du gouvernement*

Le Gouvernement chypriote contestera peut-être la validité de l'occupation par des Chypriotes grecs non déplacés de propriétés abandonnées dans le sud par des Chypriotes turcs.

Le gouvernement a institué un comité chargé d'allouer les biens abandonnés aux personnes déplacées à titre provisoire et en fonction des besoins de ces personnes.

Toutefois, il existe apparemment des cas d'occupation par des personnes non déplacées qui se prévalent des contrats qui auraient été signés entre des Chypriotes grecs de la zone sud et des Chypriotes turcs avant le départ de ces derniers vers le nord, et cela provoque des réactions tumultueuses de la part des réfugiés ... d'autant plus que certains des contrats seraient des "contrats de complaisance".

Le gouvernement a déjà invité les occupants non autorisés de maisons à se présenter au Ministère de l'intérieur dans un délai de 15 jours, mais la question de l'occupation avec titre continue à soulever des controverses.

Hier, le Président du Comité des réfugiés, M. Phidias Paraskevaïdès, a déclaré que les réfugiés n'allaient pas reconnaître comme valables les contrats concernant les biens chypriotes turcs abandonnés.

Cette question devrait être considérée non pas du point de vue de la validité juridique, mais sous ses aspects pratiques, car il s'agit d'une question de principe concernant la protection des réfugiés et l'assistance à leur apporter, a-t-il ajouté.

M. Paraskevaïdès a déclaré que "si ces biens abandonnés par les Chypriotes turcs continuent à rester entre les mains des prétendus détenteurs de baux, le Comité central chargé de l'administration et de la protection des biens chypriotes turcs n'aura pas de raison d'être".

Selon le numéro d'hier du journal chypriote grec Agon, ce sont surtout "des participants au coup d'Etat et des gens aisés" qui se sont hâtés d'occuper des maisons turques sans être eux-mêmes des réfugiés.

* Cyprus Mail, 14 novembre 1975.

De l'avis du journal, ces personnes se chiffrent à plus de 100 et ce phénomène est particulièrement marqué à Limassol et à Larnaca.

Ces "manipulateurs" se sont arrangés pour acheter à des prix insignifiants des maisons et d'autres biens appartenant aux Turcs, et ils les exploitent maintenant de manière à en tirer de gros profits.

Une des personnes en question a loué sa propre maison et s'est installée dans la maison turque qu'il a ainsi achetée. D'autres ont acheté de telles maisons et les louent maintenant à des réfugiés, aux dires du journal qui a établi un lien entre l'avertissement du gouvernement et ces abus.

Trois mille personnes déposent des demandes concernant
des propriétés turques^{xx}

On ne s'intéresse pas beaucoup aux vignobles que les Chypriotes turcs ont abandonnés pour s'installer dans le nord de l'île. C'est ce qui ressort d'un rapport préliminaire du Sous-Comité de Limassol qui est chargé d'assurer la protection des biens chypriotes turcs et notamment d'en assurer la répartition et l'administration.

Le Comité a reçu 3 000 demandes qu'il est en train d'instruire; exception faite de 350 d'entre elles, elles émanent toutes de personnes déplacées.

Le Comité indique que dans certains cas des personnes non déplacées se sont arbitrairement approprié des biens et que, dans 65 cas de ce genre, des actions en justice ont été intentées.

Terres dont l'inventaire a été dressé

Le Comité précise qu'on trouve des biens turcs dans 10 villages entièrement turcs et 12 villages mixtes et de petites parcelles dans 40 villages grecs. Il a dressé comme suit la liste des terres disponibles :

69 000 donums de terres à culture sèche, 5 200 donums d'agrumes et autres arbres fruitiers, 3 250 donums de vignobles de sultana et 7 900 donums plantés en diverses variétés se prêtant à la vinification.

La priorité a été accordée à la répartition des terres à culture sèche.

^{xx} Cyprus Mail, 18 novembre 1975.

Le Comité a ajouté que des terres fertiles sont offertes dans les villages d'Ayios Thomas, de Plataniska, de Kato Kyvidès et de Prastio, mais qu'aucune demande n'a été reçue concernant les villages d'Evdhimou, de Mallia et d'Yerovassa qui possèdent de riches vignobles.

Le Comité a déclaré qu'"on s'attend à ce que des personnes déplacées manifestent de l'intérêt pour ces villages et déposent des demandes sans retard".

Travaux de réparation en cours

Des habitations abandonnées ont été réparées à Pentakomo et des travaux ont été commencés à Kantou, à Polemidhia, à Episkopi, à Evdhimou et à Alektora. Dans les villages d'Armenokhori, d'Alektora, de Mallia et de Sylikou, il y a des maisons qui pourraient être offertes à des occupants tandis qu'à Kantou, les maisons disponibles sont destinées à être utilisées pour le relogement des réfugiés qui se trouvent dans le camp de Kolossi.

Le Comité a indiqué qu'il procédait à des consultations avec la police de Limassol en ce qui concerne les mesures à prendre contre les personnes non déplacées qui ont arbitrairement occupé des locaux turcs.

Le cas des personnes déplacées qui occupent plus de terres ou d'habitations qu'elles n'en ont besoin est lui aussi examiné.
